

et peut-être maintenir en activité celles qui existent déjà.

Lorsque je songe à l'intention du gouvernement, soit de créer et de maintenir en activité des industries, je me rappelle l'époque où la Saskatchewan a décidé de se lancer dans l'industrie. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit maintes et maintes fois à la Chambre sur les efforts de la Saskatchewan pour se lancer dans l'industrie. Elle a tenté alors de procéder par une sorte d'étatisation qui n'a jamais trop bien réussi à créer des emplois, ni certes à maintenir l'industrie en activité ou à retenir la population. D'après moi, la population constitue le cœur du problème. Notre population s'accroît constamment au Canada, de sorte que nous devons créer des emplois et lui fournir des possibilités d'emploi. Nous avons des ressources en abondance. Nous avons des normes d'enseignement et un niveau de vie élevés dans tout le Canada. Grâce à ces abondantes ressources et comme les gens sont disposés à travailler, nous devrions pouvoir leur fournir des possibilités d'emploi. A mon avis, ces possibilités se trouvent dans nos ressources naturelles.

Je note avec un certain intérêt que ce ministère de l'Industrie va peut-être permettre au Canada et aux Canadiens de reprendre la haute main sur leurs ressources naturelles. Ceci m'intéresse beaucoup, car je viens de l'Alberta où la plus grande partie de nos ressources naturelles sont possédées et dirigées par des capitalistes étrangers. Comment un ministère de l'Industrie établi par le gouvernement fédéral pourra prendre des mesures pour nous redonner la maîtrise de ces richesses extraordinaires est une question très intéressante qui mérite d'être suivie de près.

D'après moi, c'est en mettant nos ressources naturelles en valeur, en accordant l'aide financière voulue et peut-être en mettant sur pied des industries secondaires, que nous trouverons en partie la solution au problème du chômage au Canada. Ce problème n'est pas particulier au Canada; il existe dans tous les pays de l'Ouest. La première chose qu'il importe de surveiller lors de l'établissement d'un ministère de l'Industrie, c'est de quelle façon il peut être coordonné au mieux avec les autres ministères de l'État. Ce serait absurde, par exemple, qu'un ministère tente de stimuler l'industrie, tandis qu'un autre s'appliquerait systématiquement à provoquer des bouleversements industriels et économiques dans tout le pays.

J'ai à l'esprit un exemple qui est tout à fait patent dans l'Ouest canadien. En Saskatchewan, on a demandé la permission d'abandonner 1,008 milles de chemin de fer. Si l'on donne suite à cette demande, il n'y a

pas de doute que la petite industrie sera toute bouleversée particulièrement dans les villes où il y a présentement un service ferroviaire. Cela va sûrement causer un bouleversement économique et des pertes d'emplois dans plusieurs secteurs de l'Ouest canadien. Je mentionne la Saskatchewan, mais on prévoit aussi en Alberta de désaffecter des voies de chemin de fer et de construire ailleurs les nouvelles lignes. Je pense que cette situation exige la coordination de tous les ministères de l'État. L'établissement de nouvelles industries et l'encouragement à leur donner sera l'un des grands problèmes du nouveau ministère.

On a beaucoup parlé de l'expansion industrielle en Saskatchewan. Nous avons un Office d'expansion industrielle qui s'apprête à aider les nouvelles industries à se lancer en affaires. Cet Office a collaboré efficacement à l'expansion industrielle de l'Alberta. Comment le nouveau ministère coordonnera-t-il le travail des offices qui existent déjà dans différentes provinces du Canada?

La création d'un marché est un autre sujet qui se trouve probablement sur la liste de priorité du nouveau ministère de l'Industrie. A quoi bon créer un ministère s'il n'y a pas de débouchés pour les produits que l'industrie peut fabriquer. Il faut, de pair avec l'expansion que l'on donne à notre industrie, coordonner nos politiques commerciales et s'apprêter à trouver de nouveaux marchés aux industries éventuelles. Lorsque l'on songe à un ministère de l'Industrie, on pense immédiatement aux domaines d'industrie où le gouvernement participe déjà. Je signale les chemins de fer Nationaux du Canada. Je pourrais aussi parler de la production de défense qui a joué un rôle énorme en intensifiant et en assurant l'existence de l'industrie dans notre pays. Le ministère de la Production de défense peut certes coordonner étroitement ses activités avec celles du nouveau ministère, advenant son établissement.

J'espère que le nouveau ministère n'exigera pas que l'industrie soumette encore plus de formules pour les envoyer au Bureau fédéral de la statistique. On m'apprend que l'industrie en ce moment essaie de remplir un arriéré de formules afin de tenir le gouvernement au courant de la croissance du pays qu'il s'efforce de gouverner. J'espère que la création d'un ministère de l'Industrie ne veut pas dire que l'on va s'emparer d'une tranche quelconque de la direction de l'industrie déjà établie ou que l'on va chercher à y parvenir en exigeant que le personnel de direction remplisse encore plus de formules, augmentant ainsi les frais généraux qui grèvent les nouvelles industries en voie d'établissement, dans des régions comportant peut-être d'énormes risques.